



« Non Expedit » : L'interdiction qui a bouleversé les catholiques et le drame spirituel de la participation à la politique moderne | 1

Il fut un temps où l'Église catholique déclara clairement aux fidèles qu'ils **ne devaient pas participer à la vie politique de l'État italien moderne**. Ce n'était ni une recommandation légère ni une simple opinion prudente. C'était une directive sérieuse, profondément liée à la défense de la foi, de l'autorité spirituelle de l'Église et de la survie de l'ordre chrétien à une époque révolutionnaire.

Cette expression latine était brève, mais explosive :

## « Non Expedit »

« Il ne convient pas. »

Deux mots qui renfermaient une immense bataille spirituelle entre l'Église et le monde moderne.

Aujourd'hui, dans une époque marquée par la confusion politique, la sécularisation agressive, les lois contraires à la loi naturelle et la perte du sens chrétien de la société, beaucoup de catholiques se demandent à nouveau :

- Un catholique doit-il participer à des systèmes politiques hostiles à Dieu ?
- Existe-t-il une limite morale à la coopération avec l'État ?
- Un catholique peut-il soutenir des partis qui promeuvent des maux très graves ?
- Que nous enseigne aujourd'hui le *Non Expedit* ?

L'histoire de cette décision pontificale n'appartient pas seulement au passé. Elle est un miroir prophétique pour notre temps.

---

## Qu'était exactement le *Non Expedit* ?

Le *Non Expedit* fut une politique officiellement adoptée par le Saint-Siège au XIXe siècle, qui déconseillait — et dans certains contextes interdisait pratiquement — la participation des catholiques italiens à la vie politique du nouveau Royaume d'Italie.

L'expression provient de la formule latine :



« Non Expedit » : L'interdiction qui a bouleversé les catholiques et le drame spirituel de la participation à la politique moderne | 2

« *Non expedit* »

« *Il ne convient pas.* »

Concrètement, cela signifiait que les catholiques ne devaient pas :

- voter aux élections nationales,
- se présenter comme candidats,
- collaborer activement avec le nouvel État italien libéral.

Cette mesure naquit dans un contexte dramatique : l'unification italienne avait arraché violemment les États pontificaux au Pape, réduisant sa souveraineté temporelle et laissant l'Église dans une situation de persécution politique et culturelle.

Pour comprendre le *Non Expedit*, il faut saisir qu'il ne s'agissait pas simplement d'une question politique. C'était une question profondément spirituelle et théologique.

---

## Le contexte historique : la Révolution contre l'ordre chrétien

Pendant des siècles, le Pape avait exercé non seulement une autorité spirituelle, mais aussi une souveraineté temporelle sur les États pontificaux. Cela garantissait une indépendance politique minimale face aux pouvoirs civils.

Cependant, le XIXe siècle fut marqué par :

- le libéralisme anticlérical,
- le nationalisme révolutionnaire,
- la franc-maçonnerie,
- le sécularisme,
- et le désir de construire des États modernes détachés du Christ et de l'Église.

Beaucoup de dirigeants du *Risorgimento* italien voyaient la Papauté comme un obstacle à la nouvelle Italie unifiée.



« Non Expedit » : L'interdiction qui a bouleversé les catholiques et le drame spirituel de la participation à la politique moderne | 3

En 1870, les troupes italiennes prirent Rome. Le Pape perdit les États pontificaux. Le Pontife se déclara « prisonnier au Vatican ».

Ce n'était pas seulement une défaite politique.

C'était le symbole de quelque chose de beaucoup plus profond :

la tentative du monde moderne d'expulser le Christ de l'ordre social.

---

## La question théologique derrière le conflit

L'Église a toujours enseigné que le Christ doit régner non seulement dans les âmes individuelles, mais aussi sur les sociétés.

La royauté sociale du Christ implique que :

- les lois humaines doivent respecter la loi naturelle,
- la politique doit servir le véritable bien commun,
- l'autorité civile est subordonnée à Dieu,
- les nations ont des devoirs envers la vérité religieuse.

C'est pourquoi le choc entre l'Église et les États libéraux modernes fut si intense.

Le libéralisme du XIXe siècle affirmait :

- que la religion devait être reléguée à la sphère privée,
- que toutes les religions devaient être considérées comme égales devant l'État,
- que la souveraineté résidait exclusivement dans le peuple,
- que la politique pouvait s'organiser sans référence à Dieu.

L'Église voyait là une rébellion doctrinale contre l'ordre voulu par Dieu.

---



« Non Expedit » : L'interdiction qui a bouleversé les catholiques et le drame spirituel de la participation à la politique moderne | 4

## Le *Non Expedit* comme acte de résistance spirituelle

Aujourd'hui, beaucoup interprètent le *Non Expedit* comme une simple stratégie politique. En réalité, il fut une forme de résistance spirituelle.

Participer à ce système politique pouvait être interprété comme :

- une légitimation de la spoliation de l'Église,
- une acceptation tacite de l'ordre libéral antichrétien,
- une coopération avec des structures hostiles à la foi.

Le Saint-Siège voulait empêcher les catholiques d'aider à consolider un système construit, en grande partie, contre l'Église.

Au fond, la question était :

un catholique peut-il collaborer avec un système qui combat activement Dieu ?

Et cette question demeure extrêmement actuelle.

---

## « Vous ne pouvez servir Dieu et l'argent »

Le Christ a dit :

« *Nul ne peut servir deux maîtres.* »

— *Matthieu 6,24*

Et aussi :



« Non Expedit » : L'interdiction qui a bouleversé les catholiques et le drame spirituel de la participation à la politique moderne | 5

« Cherchez d'abord le Royaume de Dieu et sa justice. »  
— Matthieu 6,33

Ces paroles ont des conséquences politiques.

L'Évangile n'est pas seulement une spiritualité privée. Il possède des implications sociales, culturelles et morales.

Lorsqu'un système politique :

- détruit la famille,
- légalise l'avortement,
- corrompt les enfants,
- combat la vérité,
- ridiculise la foi,
- promeut des idéologies contre nature,

le catholique ne peut pas agir comme si la politique était moralement neutre.

Le *Non Expedit* rappelait précisément cela :

il existe des moments historiques où la neutralité devient une complicité.

---

## Cela signifie-t-il que les catholiques ne doivent jamais participer à la politique ?

Non.

Et ici, il est important d'éviter les simplifications.

L'Église ne condamne pas la participation politique en elle-même. Au contraire, elle enseigne que les laïcs ont une mission essentielle dans la transformation chrétienne de la société.



« Non Expedit » : L'interdiction qui a bouleversé les catholiques et le drame spirituel de la participation à la politique moderne | 6

Le problème apparaît lorsque :

- le système exige des compromis incompatibles avec la foi,
- la participation implique une coopération avec le mal,
- la politique devient une idolâtrie,
- le pouvoir remplace Dieu.

Avec le temps, le Saint-Siège assouplit le *Non Expedit* parce que de nouvelles circonstances historiques apparurent. La menace socialiste et antichrétienne rendait nécessaire une présence catholique plus active dans la vie publique.

Finalement, le pape Pie X permit certaines formes de participation politique catholique.

Mais le principe moral fondamental ne disparut jamais :

le catholique ne doit jamais sacrifier la vérité à la convenance politique.

---

## Le grand danger moderne : transformer la politique en religion

Aujourd'hui, beaucoup de catholiques vivent absorbés par les idéologies politiques.

Certains croient que le salut viendra :

- d'un parti politique,
- d'un dirigeant,
- d'une révolution culturelle,
- d'une idéologie nationale,
- ou de programmes économiques.

Mais le christianisme enseigne quelque chose de radical :



« Non Expedit » : L'interdiction qui a bouleversé les catholiques et le drame spirituel de la participation à la politique moderne | 7

aucune structure politique ne peut remplacer le Royaume de Dieu.

La politique peut être importante.  
Elle peut être nécessaire.  
Elle peut être un devoir moral.

Mais elle ne peut jamais devenir un absolu.

Lorsque la politique prend la place de Dieu :

- le fanatisme naît,
- la charité est détruite,
- le mal est justifié,
- et l'âme perd sa paix.

Le *Non Expedit* fut aussi un avertissement contre l'idolâtrie politique.

---

## La crise actuelle : vivons-nous un nouveau *Non Expedit* implicite ?

Beaucoup de catholiques traditionnels ressentent aujourd'hui une tension semblable à celle du XIXe siècle.

Ils voient des systèmes politiques où :

- presque tous les partis soutiennent l'avortement,
- l'euthanasie est normalisée,
- l'idéologie du genre est imposée,
- l'éducation chrétienne est attaquée,
- la morale naturelle est persécutée.

Alors surgit une question douloureuse :



## comment participer sans se contaminer ?

La réponse catholique n'a jamais été l'évasion totale, mais elle n'est pas non plus la soumission naïve.

Le chrétien doit :

- discerner,
- résister au mal,
- soutenir ce qui est compatible avec la loi morale,
- et rejeter toute coopération formelle avec le péché.

---

## La doctrine catholique sur la coopération avec le mal

Nous entrons ici dans un aspect moral fondamental.

La théologie catholique distingue :

- la coopération formelle avec le mal,
- la coopération matérielle,
- la coopération proche ou éloignée.

Un catholique ne peut jamais soutenir directement un mal intrinsèque.

Par exemple :

- l'avortement,
- l'euthanasie,
- la persécution religieuse,
- la corruption des mineurs,
- la destruction délibérée de la famille.

Aucun avantage politique ne peut justifier cela.



« Non Expedit » : L'interdiction qui a bouleversé les catholiques et le drame spirituel de la participation à la politique moderne | 9

Saint Paul écrit :

« *Ne te laisse pas vaincre par le mal, mais sois vainqueur du mal par le bien.* »  
— *Romains 12,21*

Le problème moderne est que beaucoup de catholiques finissent par tout justifier « par stratégie », « par pragmatisme » ou « parce que l'autre parti est pire ».

Mais la morale catholique ne fonctionne pas uniquement selon des calculs d'efficacité politique.

La vérité reste la vérité même lorsqu'elle coûte cher.

---

## La royauté sociale du Christ : une doctrine oubliée

L'un des grands drames contemporains est que beaucoup de catholiques ont oublié la doctrine de la royauté sociale du Christ.

Le pape Pie XI enseigna dans l'encyclique *Quas Primas* que le Christ doit régner :

- dans les cœurs,
- dans les familles,
- dans la culture,
- et aussi dans les nations.

Cela ne signifie pas imposer des conversions forcées.

Cela signifie reconnaître que la vérité morale objective existe et que les sociétés ne peuvent prospérer en niant Dieu.

Lorsqu'une civilisation rompt totalement avec l'ordre moral :



« Non Expedit » : L'interdiction qui a bouleversé les catholiques et le drame spirituel de la participation à la politique moderne | 10

- le relativisme apparaît,
- la dignité humaine est détruite,
- le pouvoir remplace la vérité,
- et l'homme finit spirituellement perdu.

Le *Non Expedit* naquit précisément à une époque où l'État prétendait s'émanciper totalement de Dieu.

Et aujourd'hui, nous voyons des conséquences semblables à l'échelle mondiale.

---

## Le catholique face au monde moderne

La grande tentation actuelle est double :

### 1. L'isolement absolu

Certains concluent :

« Tout est corrompu ; nous ne devons rien faire. »

Mais le Christ a dit :

« *Vous êtes le sel de la terre.* »  
— *Matthieu 5,13*

Le chrétien ne peut pas abandonner complètement le monde.

---

### 2. L'adaptation totale

D'autres pensent :



« Nous devons tout accepter pour rester pertinents. »

Mais saint Paul avertit :

« *Ne vous conformez pas au siècle présent.* »  
— *Romains 12,2*

La mission du chrétien n'est pas de se fondre dans l'esprit du temps.

Elle est de transformer le monde par la vérité.

---

## Que nous enseigne aujourd'hui le *Non Expedit* ?

Énormément de choses.

Il nous enseigne que :

- la foi a des conséquences politiques,
- tous les systèmes ne méritent pas un soutien automatique,
- l'Église doit résister lorsque l'État combat Dieu,
- les catholiques doivent discerner moralement leur participation publique,
- la vérité ne peut pas être vendue pour le pouvoir,
- et la politique ne doit jamais devenir une idole.

Il nous rappelle aussi quelque chose d'inconfortable :

il peut arriver un moment où être véritablement catholique signifie aller à contre-courant.

Et cela exige du courage spirituel.



## Le véritable combat n'est pas politique, mais spirituel

Derrière toutes les crises politiques se cache une crise plus profonde :

la perte de Dieu.

Sans conversion intérieure :

- aucun parti politique ne sauvera la civilisation,
- aucune loi ne suffira,
- aucune stratégie ne sera suffisante.

Le véritable renouveau commence :

- dans la prière,
- dans la sainteté,
- dans la famille,
- dans les sacrements,
- dans la fidélité quotidienne.

Le Christ n'est pas venu seulement pour réformer les gouvernements.

Il est venu pour sauver les âmes.

---

## Une leçon prophétique pour notre temps

Le *Non Expedit* demeure dérangeant parce qu'il remet en question de nombreuses certitudes modernes.

Il nous oblige à nous demander :



- Qui servons-nous réellement ?
- Jusqu'où sommes-nous prêts à céder ?
- Une société juste peut-elle exister sans Dieu ?
- Coopérons-nous avec des structures contraires à l'Évangile ?
- Avons-nous transformé la politique en une nouvelle religion ?

L'histoire montre que lorsqu'une civilisation expulse le Christ :

- elle finit aussi par perdre l'homme.

C'est pourquoi le défi du catholique aujourd'hui ne consiste pas simplement à choisir entre la gauche ou la droite, entre progressisme ou conservatisme.

Le véritable défi est bien plus profond :

**demeurer fidèle au Christ au milieu d'un monde qui souvent ne veut plus qu'Il règne.**

Et cette fidélité peut exiger sacrifice, incompréhension et résistance.

Mais elle est aussi le chemin de la véritable liberté.

Car, comme l'a dit Notre Seigneur :

« *Vous connaîtrez la vérité, et la vérité vous rendra libres.* »  
— *Jean 8,32*